



... Et quand elle ne va plus ? Au moment où la crise économique provoquée par les politiques libérales appliquées depuis de trop nombreuses années frappe un nombre toujours plus grand de nos concitoyens, notre système de santé est lui aussi remis en cause.

Bien sûr, on pourrait croire Madame Roselyne BACHELOT, Ministre de la Santé, lorsqu'elle prétend défendre l'hôpital public en alignant sa gestion sur celle du secteur privé. Pourtant, il y a là une incohérence évidente. La droite nous avait déjà fait le coup en facilitant les licenciements pour sauver les emplois ! Bientôt, ils vont nous livrer des couvertures chauffantes pour lutter contre les effets de la canicule...

Soyons sérieux, et honnêtes : c'est projet contre projet que le débat démocratique doit s'organiser, pour que nos concitoyens puissent se forger une opinion sur ce qui les attend. D'ailleurs Madame BACHELOT le reconnaît quand même : son objectif est de lutter contre le déficit récurrent des hôpitaux en France. Oui, ça coûte cher de soigner les gens... C'est bien pour ça qu'il ne faut pas livrer ce secteur aux mains du privé, pour qui le but sera les profits et non la santé. Seuls les secteurs les plus lucratifs seront développés, les autres seront fermés ou regroupés. On le voit bien dans la ville même où je suis né, avec l'hôpital de Juvisy. Les patients des services supprimés (Chirurgie et Maternité, le gros de l'activité de cet hôpital tout de même) devront désormais se déplacer au centre hospitalier de Longjumeau. Cela, au nom de la rentabilité au mépris des réalités du territoire, des liaisons entre les deux bassins de vie, des modes de déplacement des habitants.

On peut accuser le Traité de Lisbonne, qui nous oblige à privatiser nos services publics. Mais rien n'obligeait Nicolas SARKOZY à contourner le vote des Français lors du référendum de mai 2005 pour le faire adopter avec l'aide de la majeure partie des socialistes et des écologistes... Comme quoi, tout est lié. Vous n'êtes pas convaincus ? Alors regardez bien l'amendement à

cette loi sur les hôpitaux déposée par Frédéric LEFEBVRE (Porte Parole de l'UMP), un ami proche de Nicolas SARKOZY : il veut autoriser le travail pendant un congé maladie ou maternité.

Cette fois, c'est clair : entre les profits d'un petit nombre de possédants et la santé d'un grand nombre de salariés, on sait où se situe la priorité de la droite.